

2019-2020

RAPPORT ANNUEL

L'ACEF LANAUDIÈRE EST UNE COOPÉRATIVE À FINS SOCIALES QUI A POUR MISSION DE SOUTENIR, D'INFORMER ET DE SENSIBILISER LES PERSONNES EN MATIÈRE DE FINANCES PERSONNELLES, D'UTILISATION DU CRÉDIT, DE PRÉVENTION À L'ENDETTEMENT ET DE SOLUTIONS AUX DETTES. ELLE PROMeut ET DÉFEND LES DROITS DES CONSOMMATEURS ET FAIT DES REPRÉSENTATIONS DANS DIFFÉRENTS DOSSIERS À CARACTÈRE SOCIAL ET ÉCONOMIQUE AFIN D'AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE DES MÉNAGES LANAUDOIS.



Lanaudière
ASSOCIATION COOPÉRATIVE
D'ÉCONOMIE FAMILIALE

ÉQUIPE DE TRAVAIL

Lise Dalpé, coordonnatrice et conseillère budgétaire
Judée Deslongchamps, animatrice et intervenante de première ligne
Guylaine Fauteux, conseillère budgétaire
Alexandra Lévesque, intervenante de première ligne Emploi d'été Canada
Céline Orvoine, responsable des communications et du développement
Marie-Josée Ouimet, conseillère budgétaire
Janik Picard, conseillère budgétaire
Anne Plamondon, conseillère budgétaire

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Louise-Marie Morin, présidente
Luc Foisy, trésorier
Line Brosseau, secrétaire
Hélène Arsenault, administratrice
Francine Bacon, administratrice
Claudine D'Auteuil, administratrice
Micheline Lemay, administratrice

Implication du CA lors de 9 rencontres régulières et de l'AGA

- gestion des ressources humaines
- sélection et embauche
- gestion et suivi de la situation financière
- révision de la politique salariale
- suivi du plan d'action et des projets en cours
- échanges pour définir les projets à présenter

FAITS SAILLANTS

SENSIBILISATION DES ÉTUDIANTS EN CLASSES D'ADAPTATION SCOLAIRE

L'ACEF a voulu cette année s'adresser aux jeunes en cheminement particulier en milieu scolaire. Ils n'ont pas accès comme les autres jeunes du secondaire au cours d'éducation financière. Ces jeunes se retrouveront pourtant rapidement sur le marché du travail, souvent dans des emplois précaires ou au salaire minimum. Une meilleure compréhension de la tenue d'un budget, des produits de crédit et de leurs coûts et de diverses obligations contractuelles de base a été au cœur des présentations et discussions avec eux dans les écoles qui les accueillent dans la région.

INTERVENTION ACCENTUÉE AUPRÈS DES AÎNÉS

Plusieurs projets réalisés auprès des personnes âgées et des proches aidants d'aînés au cours de la dernière décennie ont permis d'identifier diverses difficultés vécues par ces personnes. Ces projets ont eu un impact sur la demande de soutien dans la gestion budgétaire ou de l'accompagnement pour mieux gérer une situation d'endettement à la retraite. Ces projets ont également amené l'équipe à travailler des dossiers plus politiques tel l'accès au crédit d'impôt remboursable pour aidant naturel pour les personnes vivant en résidence privée pour aînés. Afin de faire pression sur le gouvernement pour que soient mieux reconnus ces aidants, une pétition a été lancée puis déposée à l'Assemblée nationale le 10 mars dernier. Ce dépôt est malheureusement passé inaperçu compte tenu de l'arrêt des travaux à l'Assemblée. Il y aura cependant lieu d'y revenir d'une façon ou d'une autre au cours de la prochaine année.

Les interventions auprès des aînés et de leurs proches ont également amené une réflexion sur la maltraitance financière des personnes âgées. Afin d'amener les proches et les aînés eux-mêmes à se questionner sur cette réalité et à la reconnaître, l'organisation de la présentation de la pièce *Contes en souffrance* du Théâtre Parminou était en cours. Les mesures de distanciation physique actuelles ont forcé le report de cet événement à une date indéterminée.



FAITS SAILLANTS

AIDE DIRECTE AUX CITOYENS ET CONSOMMATEURS

Au cœur du travail quotidien de l'équipe, le soutien, l'accompagnement et l'information aux citoyens de la région Lanaudoise dans le domaine des finances personnelles et de la protection des consommateurs demeurent une priorité et prennent toujours une place prépondérante. Les données qui suivent dans ce rapport en font foi.

ÉQUIPE EN MOUVANCE

Le réalisation du plan de travail annuel relève d'une équipe engagée et dynamique. Cette année, la responsable des communications et du développement, Céline Orvoine, a dû quitter en novembre après vingt ans d'implication pour cause de graves problèmes de santé. Il importe de souligner son apport majeur et significatif dans le développement de l'organisation et de son image de marque. Il faut également souligner l'arrivée en mars d'une nouvelle collègue, Marie-Josée Ouimet, qui prend le relais comme conseillère budgétaire de Janick Picard qui a quitté en février. Marie-Josée a joint l'équipe dans le contexte très particulier de la pandémie.

COVID-19

Une fin d'année un peu chamboulée. Dès le 12 mars, l'équipe a modifié ses façons de faire pour répondre aux demandes de consultations budgétaires à l'horaire. Les interventions individuelles ont été réalisées par des moyens alternatifs et les activités de groupe ont été annulées. C'est une adaptation majeure pour continuer à accompagner les personnes dans le besoin et un défi important pour amorcer la formation d'une nouvelle employée.





EN CHIFFRES

544 demandes de consultations budgétaires par téléphone ou courriel

437 consultations budgétaires réalisées

511 personnes présentes lors de ces consultations

319 rencontres de suivis budgétaires auprès de ces ménages

31 interventions individuelles

137 ententes de paiements avec les services de recouvrement d'Hydro

34 prêts de solidarité totalisant 23 602 \$

74 ateliers d'information et conférences sur des sujets variés

1195 personnes présentes lors de ces ateliers et conférences

1465 autres demandes d'information par téléphone, courriel ou en personne

5 kiosques d'information

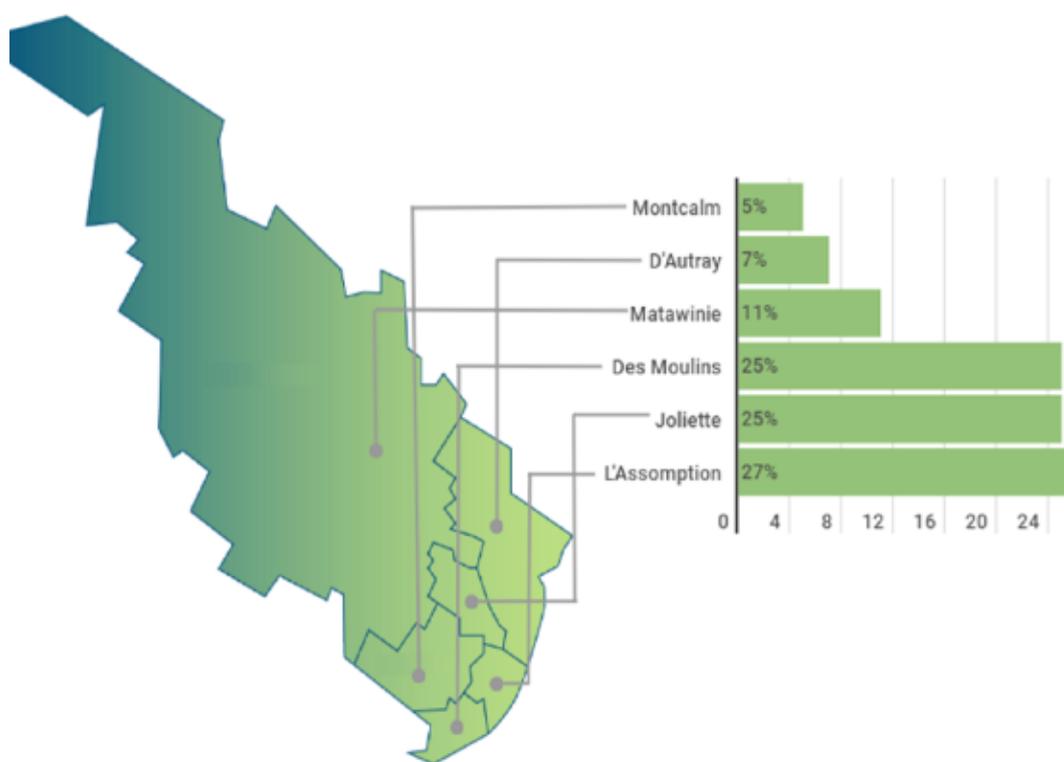
270 personnes rencontrées lors de ces kiosques

Au delà de 3 600 personnes ont été soutenues et informées!

437 CONSULTATIONS BUDGÉTAIRES

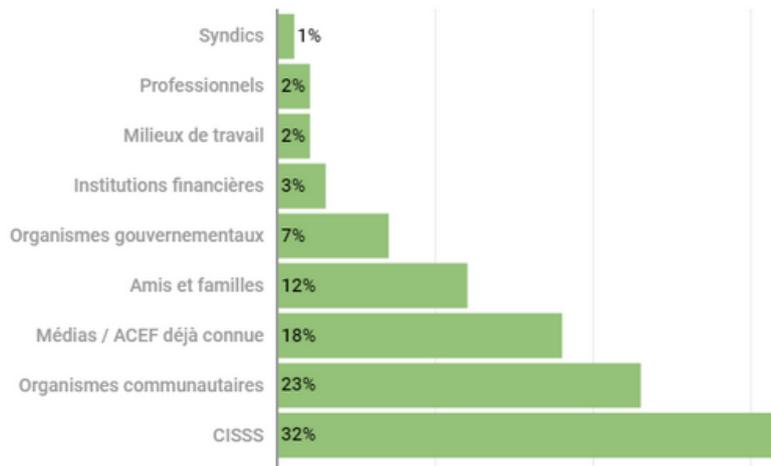
Les consultations budgétaires permettent aux gens de faire un bilan détaillé de leur situation financière et d'explorer différentes pistes de solutions afin d'alléger leur fardeau financier, d'évaluer la faisabilité de différents projets ou tout simplement d'apprendre à mieux budgéter. La gratuité, la confidentialité et la neutralité de l'organisation favorisent le travail avec la clientèle.

Couverture du territoire lanauchois



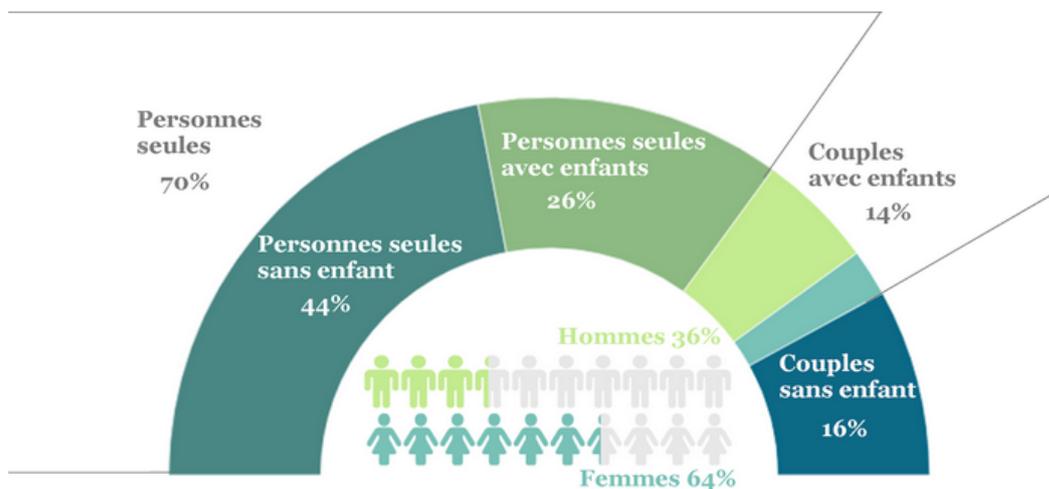
L'ACEF a trois points de services. Le bureau principal est situé à Joliette et permet de rejoindre la population du nord de la région. Les points de service de Repentigny et Mascouche permettent de mieux répondre aux besoins des MRC l'Assomption et Des Moulins. Le nombre de consultations à ces deux derniers points de services augmente chaque année. Les disponibilités sont ajustées en conséquence. Il arrive qu'une conseillère se déplace à domicile pour des clientèles très vulnérables ou qui vivent des situations exceptionnelles.

Références



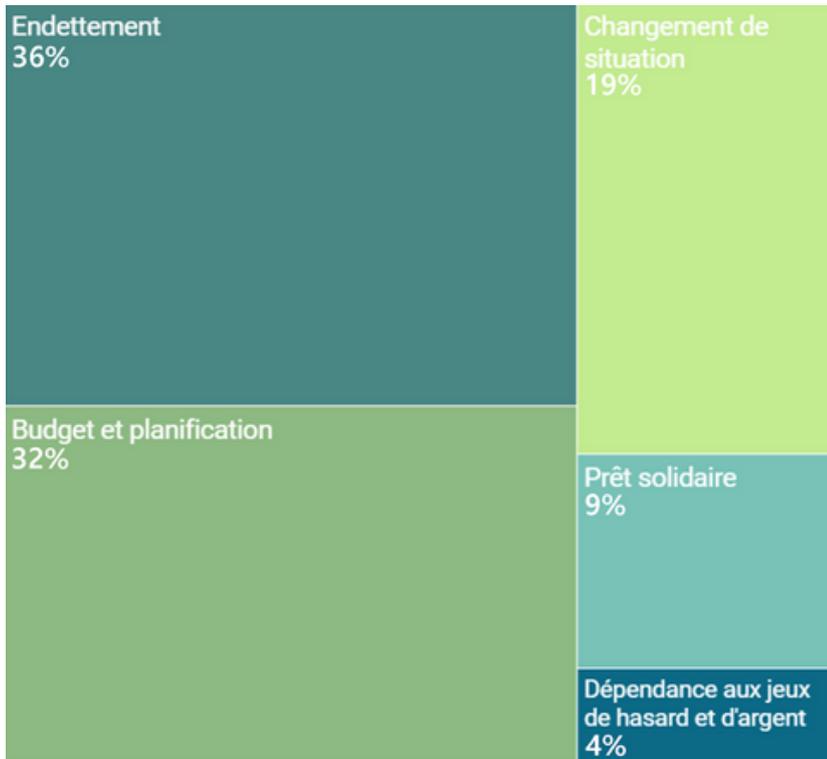
Le réseau de la santé et des services sociaux ainsi que les différents organismes communautaires de la région sont ceux qui réfèrent davantage. Les médias, dont internet, et le bouche à oreille contribuent aussi à faire connaître l’ACEF.

Composition des ménages



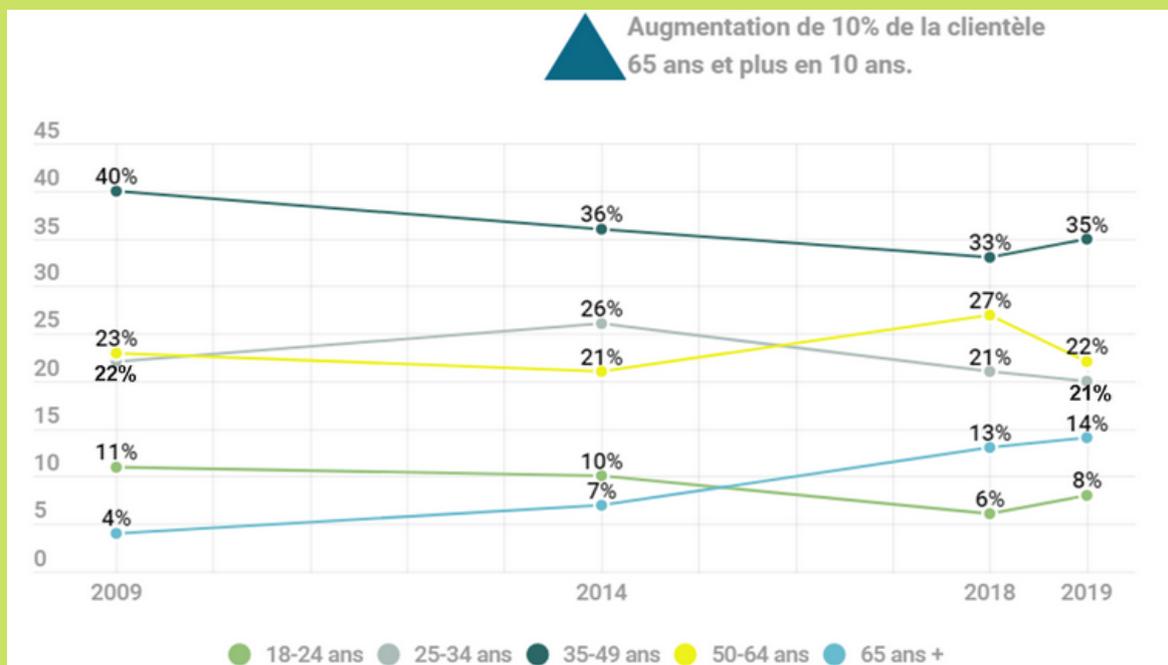
Bien que ce service s’adresse à tous les Lanaudois, peu importe l’âge, le sexe ou le revenu, une constante se dessine au fil des ans. En effet, ce sont majoritairement des femmes qui consultent afin d’obtenir de l’aide (64%). 70% des gens rencontrés vivent seuls ou avec des enfants. Les personnes seules sans enfant représentent 44% de notre clientèle. Cela reflète le manque de programmes de soutien financier pour les personnes à faible revenu de cette tranche de la population. Les couples avec enfants qui représentent 14% incluent les familles nucléaires pour 10% et les familles recomposées pour 4%. Ces dernières font définitivement partie de la réalité actuelle. Les budgets de ces familles peuvent être fort complexes.

Motifs de consultation



Les gens viennent surtout rencontrer une conseillère parce qu'ils ont de la difficulté à faire face à leurs dettes ou tout simplement pour apprendre à mieux budgéter, découvrir de nouveaux outils de gestion, avoir un regard extérieur sur leurs finances personnelles ou planifier un projet. Les changements de situation sont également fréquents tels une rupture, la maladie qui frappe, un nouvel emploi ou un licenciement, l'arrivée de la retraite, un enfant qui atteint la majorité, etc.

Âge de la clientèle



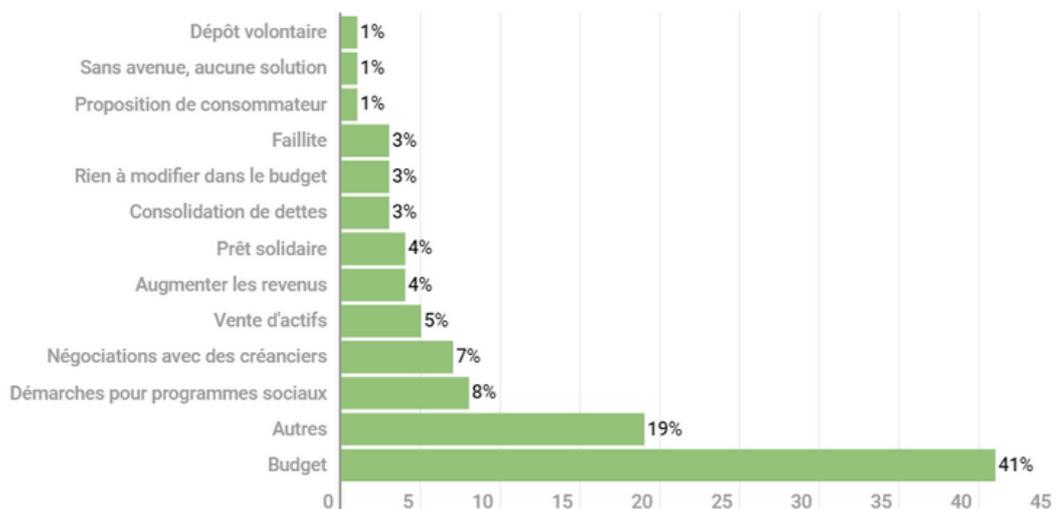
Chaque année, la majorité des personnes rencontrées (78%) se situe dans la tranche d'âge correspondant à la partie dite active de leur vie, soit entre 25 et 65 ans. Mais seulement 43% des personnes rencontrées ont des revenus de travail. Dans la dernière année, on note une légère augmentation chez les plus jeunes (18 à 24 ans). L'implication de l'ACEF au Cégep de Joliette pourrait en partie expliquer cette augmentation. Chez les plus de 65 ans, la courbe ne cesse de grimper au fil des ans passant de 4% en 2009 à 14% en 2019.

Répartition des revenus selon les ménages



Les revenus nets des ménages rencontrés, toutes sources confondues, peuvent atteindre plus de 100 000 \$ par année. Les personnes habitant seules et sans enfants sont souvent celles qui ont le plus faible revenu. En effet, 79% d’entre elles gagnent moins de 30 000 \$ par année alors que seulement 7% en gagnent plus de 40 000 \$. Chez les familles monoparentales, 60% gagnent entre 20 et 40 000 \$ alors que 31% gagnent plus de 40 000 \$. En ce qui concerne les couples budgétant conjointement, il y a davantage de familles nucléaires que de familles recomposées dont les revenus annuels dépassent 50 000 \$ (81% versus 73%). Il est difficile de faire un portrait global de tous les couples rencontrés puisque certaines personnes en couple viennent pour analyser seulement leur portion du budget. Les données de ces dossiers ne figurent pas au tableau car les résultats sont biaisés, les revenus du conjoint et les dépenses assumées par ce dernier n’étant pas comptabilisés.

Solutions proposées



Il est étonnant de constater à chaque année le nombre de personnes qui appellent en affirmant qu'elles doivent faire faillite. Alors que 18% des personnes rencontrées ont déjà fait une faillite et 13% une proposition de consommateur, moins de 3% se voient référées à un syndic autorisé en insolvabilité à la suite de la consultation. Dans 41% des cas, il s'agit d'une question de budget. Il arrive que le budget s'accompagne d'une autre solution comme de faire des démarches en vue d'avoir accès à des programmes sociaux, de négocier avec les créanciers, etc. Par ailleurs, la solution principale identifiée requiert aussi souvent une gestion budgétaire en complément.

319 RENCONTRES DE SUIVI

Il arrive qu'une consultation ne suffise pas: la situation est trop complexe, le client manifeste le besoin de consolider ce qu'il a appris ou il a besoin d'accompagnement dans ses démarches. L'ACEF peut alors offrir son soutien et l'adapter en tenant compte de la situation et des capacités des personnes. Il n'y a pas de nombre maximum de rencontres.

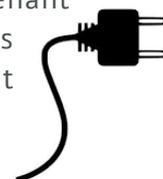
137 ENTENTES DE PAIEMENTS

Hydro-Québec, avec le nouvel outil d'analyse informatisé instauré l'an passé, continue à offrir des ententes de recouvrement limitées. En effet, il y a peu de marge pour raffiner l'analyse des dossiers et personnaliser les ententes en tenant compte des particularités de chaque client. L'accompagnement des personnes vulnérables dans leurs démarches fait encore une différence, en leur assurant l'entente la plus appropriée dans le cadre actuel.

Hydro-Joliette poursuit sa collaboration avec l'ACEF afin de maintenir un cadre d'entente pour les dossiers en recouvrement. Suite aux négociations faites l'année dernière avec des représentants municipaux, ce cadre a permis à plusieurs clients en difficulté de paiements d'avoir accès à une entente de remboursement plus flexible.

34 PRÊTS DE SOLIDARITÉ

Le Fonds populaire du Millénaire octroie de petits prêts à des personnes ou des ménages qui rencontrent un imprévu financier et qui n'ont pas accès au crédit traditionnel. Totalisant 23 602 \$ cette année, les prêts accordés ont permis l'achat d'électroménagers ou de meubles, de faire des réparations d'auto, des déménagements ou des travaux urgents sur la maison et de répondre à des besoins de santé. Les conseillères de l'ACEF assurent la gestion et le suivi des prêts de solidarité consentis, en collaboration avec les caisses Desjardins de la région de Lanaudière.



Instances décisionnelles du Fonds populaire du Millénaire

L'ACEF a assumé la préparation des 5 rencontres du conseil d'administration et de l'assemblée générale annuelle. Elle a animé les 2 rencontres du comité de suivi avec les représentants de Desjardins et a participé à la préparation d'outils de communication à l'intention du personnel des caisses. Cette année, une rencontre des répondants des caisses de la région a permis de mieux faire connaître les outils dont l'ACEF dispose pour soutenir les personnes qui ont besoin d'accompagnement et de conseils budgétaires ou, ponctuellement, de prêts de solidarité. En septembre, la coordonnatrice a participé à la rencontre nationale organisée par Développement international Desjardins, responsable des ententes, pour faire le point sur le développement de ce programme de prêts de solidarité.

74 ATELIERS ET CONFÉRENCES

Les ateliers et conférences sur mesure touchent des sujets variés. Ils sont offerts sur l'ensemble du territoire de Lanaudière. Ils s'adressent parfois à des clientèles particulières (participants dans des groupes communautaires et étudiants en formation), parfois au grand public (citoyens inscrits à des activités dans des bibliothèques municipales).

Sujets	Clientèles							Total par sujets
	Jeunes	Groupes en employabilité	Immigrants	Groupes sociaux	Grand public	Proches aidants	Aînés	
Budget	11	12	2	3			1	29
Crédit-endettement	10			2				12
Bien manger à bon compte				3	1			4
Consommation responsable	4			3	2		1	10
À vos papiers (conservation)							1	1
Des papiers clairs (protection)					1			1
Fiscalité						4		4
Protection du consommateur	1		2					3
REEE			3					3
Choisir son milieu de vie						3		3
Résidence privée pour aînés						1		1
Arrangement préalable de services funéraires							3	3
Total par clientèles	26	12	7	11	4	8	6	74
Nombre de participants	480	125	112	54	109	116	199	1195

DÉFI AUTONOMIES

Ce projet d'éducation réalisé cette année dans les écoles secondaires a permis de rejoindre des jeunes dans des classes d'adaptation scolaire, particulièrement ceux de 15 à 21 ans qui ont un parcours atypique sur les bancs d'école. Ces jeunes se préparent à leur vie d'adultes et seront sous peu sur le marché du travail. Ils seront confrontés à des situations courantes qui comportent des pièges: gestion du budget, contrats d'achats, location d'un appartement, utilisation du crédit, etc. Les présentations en classe ont permis d'outiller 164 jeunes pour informer et prévenir des situations aux impacts négatifs. Pour les enseignants, les informations transmises sont venues bonifier les notions vues en classe. Le projet a été bien accueilli autant par les jeunes que par leurs enseignants. Les sujets ont suscité intérêt et curiosité. Les ressources sont maintenant mieux connues.

PROJET CÉGEP DE JOLIETTE

La campagne d'information *As-tu le contrôle... de ton argent?* au Cégep régional de Lanaudière à Joliette s'est terminée cette année. Un dernier kiosque sur l'achat d'une automobile a eu lieu en avril. Il y a également eu remise des prix de la session. Enfin, à partir du matériel réalisé durant le projet, des articles ont été fournis pour la session d'automne 2019 afin de sensibiliser et d'informer les nouveaux étudiants aux enjeux de finances personnelles et de consommation. Un suivi de l'expérience a été effectué avec la Fédération étudiante collégiale du Québec.



1465 DEMANDES D'INFORMATION

Que ce soit par téléphone, courriel ou en personne, une intervenante de première ligne est disponible au quotidien pour répondre aux diverses demandes des consommateurs ou des professionnels qui les soutiennent. Ce support personnalisé veille à fournir des réponses justes et claires et à donner les bons outils et les références appropriées. Les sujets les plus fréquents concernent l'ensemble des services de l'ACEF, le crédit, les questions d'endettement, les pratiques des agences de recouvrement, les difficultés avec les fournisseurs de services, les contrats, l'accès aux programmes sociaux, les déclarations d'impôt, etc. Cette année, le système de compilation des demandes téléphoniques a été amélioré. Cela explique la hausse du nombre d'appels compilés, nombre plus conforme à la réalité.

ENCORE EN ÉDUCATION

5 KIOSQUES

L'ACEF a été présente lors de différents événements permettant de rejoindre la population lanadoise. Ainsi, une intervenante était aux Galeries Joliette en septembre pour le Salon 50+ de Lanaudière. En octobre, près d'une centaine d'intervenants en santé au Salon des ressources du milieu au CHDL de Joliette ont été rencontrés et en décembre près de 40 intervenantes en soutien à domicile de la MRC Montcalm ont été interpellées. En janvier, plus de cent étudiants du Centre de formation de l'Envol sont venus au kiosque dans le cadre de la journée Salon des ressources communautaires. En février, les services de l'ACEF ont été présentés à une trentaine d'intervenants psychosociaux du CISSS de Lanaudière. Les intervenants psychosociaux rencontrés sont des agents multiplicateurs importants qui permettent de rejoindre des populations particulièrement vulnérables.

APPUI AUX PROCHES AIDANTS

Pour une troisième année consécutive, les proches aidants ont pu être soutenus par l'ACEF. Personne ne devient proche aidant dans le but de s'enrichir financièrement. L'ACEF se démarque auprès de cette clientèle en axant ses interventions au niveau des finances personnelles et des droits en consommation. Elle a répondu à 74 demandes d'information via les services de première ligne. Les principaux sujets concernaient les crédits pour proche aidant, la séparation involontaire, les coûts en CHSLD ou en résidence privée pour aînés, la curatelle publique, les arrangements préalables de services funéraires, l'endettement et le budget. Suite à ces demandes d'information, 39 proches aidants ont été rencontrés en consultation individuelle. Ces rencontres ont permis de les soutenir pour démêler la situation financière et évaluer les actions à poser pour la redresser (26 dossiers) ou pour les aider à mieux organiser le budget pour répondre aux besoins de la personne aidée (13 dossiers). Certains proches aidants ont été rencontrés à plusieurs reprises.

L'ACEF a développé une expertise importante sur différents sujets touchant les proches aidants. Ainsi, cette année, 8 ateliers d'information ont été donnés: 4 concernant le choix d'un milieu de vie et ses impacts financiers et 4 concernant la fiscalité des proches aidants.



De plus, afin d'outiller des intervenants du milieu communautaire qui accompagnent souvent des personnes vulnérables et en perte d'autonomie, une formation a été organisée avec la collaboration du Curateur public. Ce dernier est venu démystifier son rôle et abordé plusieurs thèmes dont le mandat de protection. 45 intervenants des organismes du sud de Lanaudière étaient présents. Toujours dans le but de bien informer et outiller les proches aidants, 4 chroniques ont été distribuées largement auprès des abonnés, de groupes sociaux et des municipalités de la région. Elles ont aussi été publiées sur notre site internet. En octobre, l'ACEF a été présente lors de la Journée régionale des proches aidants de Lanaudière pour informer et répondre aux questions des participants.

PROJET CALENDRIER

Afin de bonifier sa gamme d'outils budgétaires, l'ACEF a commencé à développer une grille budgétaire de type calendrier grâce à un financement de la Caisse d'économie solidaire. Certaines personnes ont de la difficulté à utiliser les grilles existantes qui s'avèrent trop complexes pour elles, ce qui décourage leur utilisation. La grille calendrier sera un outil vulgarisé. Cet outil se rapprochera du recours au calendrier traditionnel fait par plusieurs, sans les limites d'un calendrier qui n'est pas conçu pour effectuer un suivi budgétaire. Le calendrier sera disponible sur le site web, en version électronique et en version papier imprimable, au cours des prochains mois.

EN FORMATION À L'INTERNE

- Formation continue de UC:
 - vols d'identité, fraudes de marketing de masse et escroqueries bancaires fréquentes
 - enjeux budgétaires liés aux pensions alimentaires pour chacune des parties
 - intervention budgétaire auprès des couples
 - grands principes du règlement d'une succession et successions insolvables
- Excel 2013 intermédiaire
- Nouvelles dispositions de la Loi sur la protection du consommateur en matière de crédit et de services de règlement de dettes par l'OPC
- Utilisation problématique d'internet par le Centre de réadaptation en dépendance
- Formation d'une nouvelle conseillère budgétaire

EN COMMUNICATIONS

Le site de l'ACEF continue à être une référence souvent consultée par la population et les intervenants de la région et même de la province. L'ACEF reçoit régulièrement des commentaires positifs sur ses outils budgétaires disponibles en ligne. Il y a eu un ralentissement des activités à partir de novembre en lien avec le départ de la responsable des communications. L'ACEF a quand même réussi à maintenir les activités essentielles.



INFOLETTRE

L'ACEF planifie, rédige et met en page des infolettres avec diverses informations et revendications. La diffusion des infolettres s'effectue auprès d'individus, de groupes, de municipalités, d'institutions et de médias qui sont autant d'agents multiplicateurs. De plus, il y a la possibilité pour les diverses organisations de reprendre nos articles dans leur médium d'information, en citant la source bien entendu.

1382 abonnés Facebook

535 inscriptions individuelles par courriel

150 organismes communautaires

50 municipalités

41 bibliothèques

Sujets traités

- Le Québec dépense 35% de plus que les autres provinces pour ses médicaments ! (pour un régime 100% public)
- Déménager, toute une décision !
- Un inventaire de données personnelles (en cas de maladie ou de décès)
- Bien comprendre l'assurance vie
- Il était une fois un proche aidant... (accès au crédit d'impôt remboursable pour aidant naturel)
- Il faut bien commencer quelque part... Mais par où ? (consommateurs et changements climatiques)
- Hommage aux proches aidants
- Comment survivre financièrement à la pandémie du coronavirus



ENTREVUES ET +

- Radio-Canada - impact de la hausse de l'allocation canadienne pour enfants sur les familles
- Radio-Canada - impact financier de la panne prolongée d'Hydro-Québec sur le budget des ménages
- Radio M - crédit d'impôt remboursable pour aidant naturel du Québec
- Journal L'Action de Joliette - crédit d'impôt remboursable pour aidant naturel du Québec

BROCHURES À SUCCÈS

Bien manger à bon compte

1631 copies vendues

46 150 copies écoulées à travers le Québec depuis la première édition en 2005!



À vos amours, à vos affaires

301 copies vendues

1500 copies écoulées à travers le Québec depuis sa parution en 2011



Autres brochures

À vos sous! Prêts? Partez

Choisir sa résidence

Un parcours vers une retraite qui me ressemble

EN RECHERCHE, ACTION ET REPRÉSENTATION

ASSURANCE MÉDICAMENTS

Toujours en collaboration avec UC, l'ACEF poursuit ses représentations pour faire avancer le dossier en faveur d'une assurance médicaments entièrement publique. Le 19 juin dernier, elle a présenté ses revendications aux attachés politiques des députés caquistes de la région de Lanaudière. Les députés fédéraux ont également été interpellés, suite à l'élection de l'automne, afin que ces derniers appuient le gouvernement Trudeau dans la mise en place d'un régime d'assurance médicaments 100% public.

SOUTIEN AUX ENFANTS

Les parents dont l'enfant a été placé temporairement dans une famille d'accueil de proximité non encore reconnue comme ressource accréditée n'ont toujours pas accès à l'allocation famille (qui a remplacé le soutien aux enfants). Une lettre exposant la problématique a été envoyée aux membres de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse présidée par Mme Régine Laurent. En soutien à cette démarche, UC et quelques autres ACEF ont aussi envoyé des lettres à M. Lionel Carmant, ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux, pour favoriser une action de sa part.

CRÉDIT D'IMPÔT REMBOURSABLE POUR AIDANT NATUREL

L'an dernier, l'ACEF a interpellé Mme Véronique Hivon, députée provinciale de Joliette, Mme Marguerite Blais, ministre responsable des aînés et des proches aidants ainsi que M. François Legault, premier ministre du Québec, afin que le crédit d'impôt remboursable pour aidant naturel puisse être accessible aux personnes habitant en résidence privée pour aînés. Ne recevant aucune réponse, l'ACEF a lancé en décembre une pétition pour réclamer l'accès au crédit remboursable pour aidant naturel et presser le gouvernement d'agir. La pétition a été mise en ligne sur le site de l'Assemblée nationale et a circulé dans les groupes de la région lanauoise ainsi que dans les autres régions par le biais des ACEF. 1060 signatures papier et 426 signatures électroniques ont été ainsi amassées. La pétition a été déposée à l'Assemblée nationale le 10 mars par la députée de Joliette mais n'a eu aucun écho à cause de la mise sur pause du Québec. La sortie publique initialement prévue a dû être annulée.



COMITÉ POLITIQUES SOCIALES ET FISCALES - UC

En tant que membre du comité, une conseillère a participé à 4 rencontres au cours de l'année. Nouvellement impliquée, elle a pris connaissance du dossier *10 milliards \$ de solutions* et a collaboré dans les dossiers du Front commun sur la transition énergétique et d'Échec aux paradis fiscaux. Il y a eu intervention auprès du gouvernement fédéral pour que le Bon d'études canadien soit versé automatiquement au profit des enfants qui y ont droit. Une veille a été exercée sur le taux effectif marginal d'imposition. Des travaux touchant la lutte à la pauvreté et l'instauration d'un revenu minimum garanti ont été avancés. Finalement, les députés ont été sollicités pour la hausse du salaire minimum à 15\$.

COMITÉ ÉNERGIE - UC

Une représentante de l'ACEF a participé en avril 2019 à la journée d'études sur l'énergie organisée par UC et les ACEF de Montréal. De septembre à novembre, elle a également participé au comité et agi comme représentante de UC à la Table Hydro-Québec - Associations de consommateurs. Les principaux dossiers travaillés touchaient la trêve hivernale, le projet de loi 34 (visant à simplifier le processus d'établissement des tarifs de distribution d'électricité) et les demandes d'assouplissement dans les ententes de paiement afin de prendre en compte certaines données touchant les pensions alimentaires et les allocations familiales.

TABLE DES PRÉFETS DE LANAUDIÈRE

À l'automne 2019, l'ACEF a participé à une journée de consultation de la Table des préfets concernant la révision des priorités régionales de développement. Cette journée regroupait des élus et représentants municipaux, des intervenants des organismes communautaires, du réseau de la santé et des services sociaux, de l'éducation, etc. L'ACEF a également participé à l'exercice de priorisation des actions à poser pour l'amélioration des conditions de vie dans la MRC Des Moulins avec les autres acteurs du milieu. Elle a aussi répondu, en tant qu'organisme régional, à un sondage sur le sujet en prévision d'une rencontre en mars 2020 pour statuer sur ces priorités. Cette rencontre a dû être reportée à cause de la pandémie.

EN LIEN AVEC LES PAIRS

INSTANCES DÉCISIONNELLES - UC

Des membres de l'équipe et la coordonnatrice ont pris part à l'AGA des 5 et 6 juin 2019 et cette dernière aux 8 rencontres du CA. Ces instances approuvent les priorités de travail, assurent le suivi du plan de travail des comités et des projets en cours ainsi que le suivi de la gestion financière, discutent des positions à prendre sur les projets de loi en cours et les revendications portées par le regroupement, etc.



CONSEIL GÉNÉRAL DE L'AUTOMNE - UC

Ce conseil a permis d'aborder le rôle des consommateurs en lien avec les changements climatiques, la situation canadienne et les expériences étrangères concernant l'imposition d'une surcharge liée au mode de paiement, le projet de loi 34, les options tarifaires offertes par Hydro-Québec et les solutions à l'évasion fiscale. Divers dossiers portés par les comités de travail de UC ont également été discutés. Une présentation du Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire a aussi été faite. Finalement, il y a eu échanges sur des problématiques rencontrées par les consommateurs dans l'utilisation de leurs dossiers de crédit.

CONSEIL GÉNÉRAL DE L'HIVER - UC

Lors de cette rencontre, des propositions de changements législatifs au niveau de la vente itinérante et des positions concernant un éventuel projet de loi sur l'obsolescence programmée ont été discutées. Des représentants de Revenu Québec ont présenté leur processus de recouvrement. Il y a eu échanges sur les produits financiers adaptés à développer pour les personnes à faibles revenus en prévision du Congrès ABLE sur l'autonomisation financière de mai 2020 au Nouveau-Brunswick où plusieurs représentants des ACEF étaient conviés. Des échanges sur les pratiques en consultation budgétaire ont complété ce conseil général.

COMITÉ PROTECTION DU CONSOMMATEUR - UC

Une intervenante de l'ACEF a offert un support ponctuel au comité dans le cadre d'un projet de rédaction et de publication de fiches d'information juridique destinées aux associations de consommateurs. Elle a apporté le point de vue d'une conseillère budgétaire, participé à la relecture et à la correction des fiches.

CENTRE D'ÉDUCATION POPULAIRE DE L'ACADÉMIE POPULAIRE - CEPAP

L'ACEF cohabite avec d'autres organismes avec lesquels elle partage différents services communs. Le CEPAP est géré par des représentants de chaque organisme. Occupant le poste de trésorière au conseil d'administration, la représentante de l'ACEF assume une part importante dans la gestion financière et la préparation du dossier de financement pour la réfection et l'amélioration du bâtiment. La représentante a participé à l'assemblée générale annuelle et à 3 rencontres du conseil d'administration.

Une intervenante a participé à la relance du comité vert du CEPAP afin de concrétiser les engagements environnementaux révélés dans un sondage maison auprès des organismes et employés. Voici un bref résumé des réalisations: participation à la grande marche citoyenne du 27 septembre pour le climat, invitation au compostage à chaque organisme, aménagement d'un point de récupération (piles, bouchons de liège, crayons feutres et autres matières) et installation d'une boîte à lire.

AUTRES REPRÉSENTATIONS

- Rencontres OPC et associations de consommateurs
- Assemblée générale de la Table régionale des organismes communautaires de Lanaudière
- Inauguration des nouveaux locaux de l'OPC à St-Jérôme et rencontre de la nouvelle présidente de l'Office lors de sa tournée du Québec
- Assemblée générale de l'APPUI pour les proches aidants Lanaudière
- Rencontre des attachés politiques et responsables des bureaux des députés de la Coalition Avenir Québec pour présentation des services de l'ACEF et des dossiers en cours
- Activité réseautage de Services Québec à Joliette: échanges avec les intervenants des équipes d'Emploi et Solidarité sociale, des Services gouvernementaux et des Services aux entreprises
- Rencontre avec la Direction régionale du recouvrement de Revenu Québec à Laval avec d'autres représentants de UC dans le cadre du projet collaboratif pilote
- Rencontre Centraide avec la présentation des nouvelles orientations stratégiques en matière de développement social et des changements à venir dans la stratégie globale de financement

EN PERSPECTIVES

Incertitude et adaptation caractérisent certainement l'année qui débute. Le maintien des services de première ligne, en tout ou en partie, par des moyens alternatifs, demeure une priorité pour bien répondre aux besoins de la population. L'ACEF poursuivra donc l'ensemble de ses activités régulières d'information et d'intervention individuelle auprès des ménages lanaudois. Les activités d'éducation et d'information auprès de groupes devront être adaptées pour respecter les consignes de santé publique. Ainsi, l'offre d'ateliers se poursuivra mais en bonne partie virtuellement à moins que la situation ne permette de rencontrer des groupes d'une douzaine de personnes ou plus.

DE PLUS...

EN ÉDUCATION

Finaliser l'outil budgétaire calendrier et le rendre accessible sur le web.

Préparer des capsules d'information sur divers sujets pour les personnes immigrantes.

Mettre à jour le manuel de formation des conseillers budgétaires en collaboration avec les ACEF membres de UC.

EN COMMUNICATIONS

Rédiger de nouvelles chroniques s'adressant aux proches aidants d'aînés.

Développer des capsules d'information destinées aux proches aidants pour diffusion dans les réseaux sociaux et à la télévision communautaire.

Participer à la campagne d'information de UC sur différents enjeux financiers liés à la pandémie et inciter les personnes à consulter l'ACEF en cas de besoin.

EN RECHERCHE, ACTION ET REPRÉSENTATION

Se positionner lors des prochaines étapes de modification de la Loi sur la protection du consommateur.

Poursuivre les actions et représentations pour l'obtention de la reconnaissance du statut de proches aidants pour les aînés habitant dans une résidence privée pour aînés.

Interpeller les députés provinciaux et fédéraux de la région sur des dossiers d'intérêt.

Poursuivre la participation au comité politiques sociales et fiscales de UC.

Poursuivre, tant au régional qu'au national, des activités de représentation et de mobilisation des consommateurs dans les dossiers touchant les finances personnelles et l'endettement, l'énergie, les politiques sociales et fiscales et la protection des consommateurs.

À L'INTERNE

Former la nouvelle conseillère budgétaire.

Revoir l'organisation du travail et les besoins en ressources humaines suite au départ de la responsable des communications et du développement.

ACRONYMES

- ACEF** Association coopérative d'économie familial
- AGA** Assemblée générale annuelle
- AMF** Autorité des marchés financiers
- CA** Conseil d'administration
- CEPAP** Centre d'éducation populaire de l'académie populaire
- CHDL** Centre hospitalier De Lanaudière
- CHSLD** Centre d'hébergement de soins de longue durée
- CISSS** Centre intégré de santé et de services sociaux
- FQIS** Fonds québécois d'initiatives sociales
- MRC** Municipalité régionale de comté
- OPC** Office de la protection du consommateur
- REEE** Régime enregistré d'épargne-études
- SACAIS** Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
- UC** Union des consommateurs